ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 12 MARS 1978

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION DE L'OISE

Eric HINTERMANN



Secrétaire général du P.S.D., candidat pour une majorité nouvelle, soutenu par le C.D.S., le Parti Radical, le M.D.S.F. et l'ensemble du centre-gauche, 41 ans, père de famille, conseiller parlementaire, conseiller municipal de CHANTILLY.

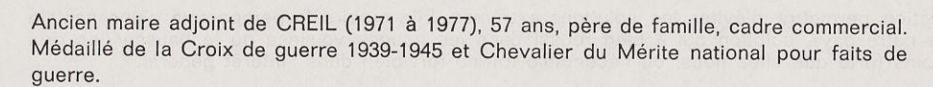
Diplômé de l'Ecole de Sciences Politiques de l'Université de Paris (Sciences-Po.) et licencié en Sciences Politiques de l'Université du WISCONSIN (U.S.A.).

Tour à tour secrétaire national adjoint des Jeunesses S.F.I.O., journaliste diplomatique au « POPULAIRE », l'ancien journal de Léon Blum, secrétaire général administratif du Groupe socialiste et radical de gauche de l'Assemblée Nationale.

Fondateur en 1975 du Parti Socialiste Démocrate en raison de son opposition à l'alliance avec le Parti Communiste, collaborateur parlementaire de M. Max LEJEUNE, ancien ministre S.F.I.O., Président du Groupe des Réformateurs, Centristes et Démocrates Sociaux.

avec

Jean-Paul CHEVALIER





Chères Citoyennes, Chers Citoyens,

Cette fois, votre vote sera décisif pour vous-mêmes et pour la France, suivant que vous acceptiez l'affrontement qu'on vous propose, ici, dans notre circonscription, comme chaque soir à la télévision, et avec quelle hargne, ou que vous preniez vos responsabilités de citoyens et votiez avec moi pour ouvrir une voie de rencontre qui permette de concilier la liberté et la justice sociale et sortir notre pays de sa division en deux blocs, si pleine de risques pour la paix civile, la bonne marche de l'économie et le progrès social.

UN TRAITÉ DE PAIX

Votre choix a une importance nationale parce que, chef d'une formation politique, je pourrai, en allant avec votre appui au Parlement, travailler efficacement pour aboutir à ce traité de paix souhaité par une majorité de Français et qui laisserait de côté les extrêmes. Ses grandes lignes :

Sur le plan politique, l'instauration de la représentation proportionnelle qui, en libérant les socialistes de leur alliance avec le Parti Communiste et les démocrates de progrès de leurs liens avec la Droite la plus hostile au changement, mettrait fin à la cassure de notre pays en deux et permettrait de dégager une majorité autour d'une politique de réformes raisonnables.

Sur le plan de l'économie, il faut sortir notre pays du mauvais choix qui lui est imposé entre son internationalisation au profit des sociétés multi-nationales, conséquence du laisser-faire gouvernemental, et sa nationalisation, son étatisation proposée par le Programme Commun qui étoufferait l'initiative privée. Comment ? Par un plan de développement industriel, agricole et commercial qui donnerait à la France la maîtrise de son économie dans le respect de la liberté d'entreprendre. Avec l'allégement que nous

préconisons des charges sociales des petites et moyennes entreprises qui limitent l'embauche, notre politique économique d'expansion organisée permettrait de combattre le chômage.

Sur le plan social, il faut dégager entre la politique sans générosité des uns (pas de relèvement du S.M.I.C.) et la démagogie des autres (S.M.I.C. à 2.400 F) une voie raisonnable qui relèverait les bas salaires sans aller jusqu'à mettre en faillite les petites et moyennes entreprises et créer du chômage. Un ensemble de mesures immédiates entreront en vigueur pour les femmes, qu'elles soient mères de famille (indemnité dès le premier enfant), travailleuses (emploi à mi-temps, aménagement des horaires, amélioration des conditions de travail), veuves (pension de réversion à 75 % dès l'âge de 55 ans) ainsi qu'une politique d'ensemble du troisième âge.

Sur le plan international, l'unification politique de l'Europe s'impose, contre laquelle sont le député sortant et le Groupe parlementaire communiste. Nos pays divisés n'ont, par exemple, aucun poids au Proche-Orient où les Américains et les Russes ont le champ libre, alors que nous en dépendons pour le pétrole.

Sur le plan politique, pour donner un maximum de chances à cette démarche d'une nouvelle majorité que je représente sur le plan national et que, si vous le voulez, nous pouvons faire entrer au Parlement, l'ensemble des partis du centre-gauche et du centre se sont rassemblés derrière ma candidature : le Parti Socialiste Démocrate (P.S.D.), le Centre des Démocrates Sociaux (C.D.S.), le Parti Radical, le M.D.S.F. (Max LEJEUNE, Président du Conseil régional de Picardie).

Le P.R. a volontairement décidé de ne pas présenter de candidat, vu notre présence dans la circonscription, afin d'obtenir demain « cette nouvelle majorité qui sera indispensable pour la prospérité de la France », comme il le précise dans un appel publié dans la presse le 23 février 1978. Le Président de la République m'a lui-même dit tout l'intérêt qu'il portait à mon action politique au cours d'un long entretien en tête-à-tête, auquel il m'a convié à l'Elysée.

VOTEZ UTILE DÈS LE PREMIER TOUR

Nous pouvons donc l'emporter si, dès le premier tour, vous faites, avec nous, le choix raisonnable que nous vous proposons. Dans ce cas, vous écarterez la tendance qui, si elle a été au pouvoir depuis vingt ans, est maintenant minoritaire et divisée puisqu'elle présente trois candidats (R.P.R. sortant, Jobertiste, Gaulliste de Gauche) et qui serait battue dans la circonscription au deuxième tour par le candidat du Programme Commun quel qu'il soit.

Vous permettrez, en me plaçant en tête au premier tour, la défaite de l'alliance communiste-socialiste dont la crise, sans conséquence tant qu'elle est dans l'opposition, serait celle de la France entière si demain elle prenait le pouvoir, avec toutes ses conséquences pour l'emploi, l'activité économique et pour le rôle de la France dans le monde.

Notre élection permettra d'éviter les solutions extrêmes. Elle ouvrira la perspective d'une sociale démocratie dans notre pays, solution qui a bien réussi dans les nations voisines où la hausse des prix est deux fois moins forte que chez nous, où l'économie tourne fort bien dans l'intérêt général.

UNE TRADITION CREILLOISE

Ma candidature s'inscrit dans la tradition de BIONDI : l'entente entre les socialistes raisonnables et les démocrates de progrès qui a été la règle, particulièrement à Creil, jusqu'aux dernières élections municipales. L'orientation politique que j'ai développée sur le plan national et dont je vous entretiendrai à la télévision, est représentée dans notre circonscription par Jean-Paul CHEVALIER, candidat suppléant, avec qui je fais équipe et qui a été au conseil municipal de Creil, comme maire adjoint, le porte-parole de cette orientation politique de centre-gauche.

UN PARLEMENTAIRE ACTIF

J'ajoute qu'élu municipal dans notre région, où j'habite, j'ai pensé qu'il était normal de vous proposer de mettre au service de notre partie de l'Oise les connaissances, les amitiés, les relations acquises en douze années de travail à l'Assemblée Nationale qui m'ont amené à connaître tous les Ministères, l'Administration, les responsables de l'industrie, de l'agriculture et des services. Il est vrai que l'élection d'un homme politique connu à Paris peut être utile parce qu'il a des possibilités d'obtenir des résultats pour sa circonscription. Je l'ai souvent observé au Parlement, dans l'exercice de mes fonctions de Secrétaire général de groupe parlementaire.

Je serai en mesure de décentraliser des administrations et attirer des activités industrielles nouvelles, notamment dans la région creilloise qui a été oubliée par Paris. Je le ferai afin de développer l'emploi pour les hommes, mais aussi pour les femmes qui sont nombreuses à vouloir travailler près de leur domicile.

Vous trouverez peut-être que ce message est long, mais une politique ne peut se réduire à quelques slogans faciles. Le candidat doit respecter l'électeur. Dans un souci d'honnêteté, j'ai donc, dans ces deux pages, résumé les grandes orientations que je propose pour la France.

A vous, Chère Citoyenne, Cher Citoyen, de m'aider à les réaliser. Nous sommes ensemble responsables de l'avenir de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.